



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant Décision C(2016)7249 relative à la mesure individuelle d'appui en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document révisé relatif à l'action " Programme d'appui au secteur de la santé (PASS)"

INFORMATIONS À L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier [règlement (UE, Euratom) n° 966/2012] applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.1.

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui au secteur de la santé (PASS) Numéro CRIS: MR/FED/38607 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED) Révision n°1, octobre 2017	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	L'action sera menée en République Islamique de Mauritanie (RIM)	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) de Mauritanie 11 ^e FED (2014-2020)	
4. Secteur de concentration	Santé: 3 ^{ème} Secteur de concentration 11 ^e FED	Aide Publique au Développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Nouveau coût total estimé: 25 350 000 EUR Nouveau montant total de la contribution du FED: 22 000 000 EUR La présente action est cofinancée par une délégation de transfert de l'Agence Française de Développement (AFD) d'un montant de	

¹ L'Aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

	2 000 000 EUR La présente action est cofinancée par le bénéficiaire de la subvention directe, le Ministère de la Santé, pour un montant indicatif de 3 350 000 EUR			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Cette partie demeure inchangée.			
7. a) Code(s) CAD	Cette partie demeure inchangée.			
b) Principal canal de distribution	Cette partie demeure inchangée.			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Cette partie demeure inchangée			
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	Cette partie demeure inchangée.			
10. Objectifs de développement durable (ODD)	Cette partie demeure inchangée.			
<p>RESUME</p> <p>La présente modification fait suite à la décision prise par le Conseil d'Administration de l'Agence Française de Développement (AFD) d'octroyer une subvention pour un appui au secteur de la santé en Mauritanie, prévoyant la mobilisation de 2 000 000 EUR en transfert à la Délégation de l'Union européenne afin d'appuyer le renforcement du volet appui institutionnel. Cette augmentation est imputée sur la contribution maximale de l'UE qui passe ainsi de 20 000 000 EUR à 22 000 000 EUR.</p> <p>Ce transfert de fonds correspond à la volonté d'une division du travail mieux coordonnée ainsi qu'à la volonté du ministère de la santé mauritanien d'une meilleure coordination et d'un plus grand impact des actions des PTF². En même temps, sera initié une expérience pilote en perspective de la mise en place d'un système de financement commun des PTF du secteur de la santé, comme envisagé par la politique nationale de santé (PNS), le plan national de développement sanitaire (PNDS) et le nouveau 'Compact santé'.</p> <p>Il est retenu d'affecter ce transfert de fonds à la composante 'Appui institutionnel' du projet en vue de son renforcement, ce qui fera passer son budget de 6 000 000 EUR à 8 000 000 EUR.</p>				

² Partenaires techniques et financiers

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Cette partie demeure inchangée.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Cette partie demeure inchangée.

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

Cette partie demeure inchangée.

4 DESCRIPTION DE L’ACTION

Les parties 4.1 'objectifs/résultats' et 4.2 'principales activités' demeurent inchangées.

1) A la partie 4.3 'logique d'intervention' la phrase suivante est ajoutée:

L'appui institutionnel renforcera [(i)...(vii)...]. En même temps, sera initié (viii) une expérience pilote en perspective de la mise en place d'un système de financement commun des PTF du secteur de la santé, comme envisagé par le PNS, le PNDS et le nouveau 'compact santé'. Cette expérience pilote sera conditionnée par l'adhésion effective des autres partenaires au développement présents dans le secteur de la santé en Mauritanie.

5 MISE EN ŒUVRE

La partie 5.1 'Convention de financement' demeure inchangée.

2) Quant à la partie 5.2, la période indicative de mise en œuvre est augmentée de 12 mois et la phrase est changée comme suit:

La période d'exécution de la présente convention de financement, telle que définie à l'article 15 de l'annexe II (Conditions générales), commence à la date d'entrée en vigueur de celle-ci et prend fin 108 mois après cette date. La durée de la phase de mise en œuvre opérationnelle est fixée à 84 mois. La durée de la phase de clôture est fixée à 24 mois.

3) Les modalités de mise en œuvre en gestion indirecte avec une agence d'un État membre (5.4.2) sont modifiées avec l'ajout d'une phrase comme suit:

L'expérience de la CTB permettra ainsi d'appuyer: [(i)... (vii)...]. En même temps, sera initié (viii) une expérience pilote en perspective de la mise en place d'un système de financement commun des PTF du secteur de la santé, comme envisagé par le PNS, le PNDS et le nouveau 'compact santé'. Cette expérience pilote sera conditionnée par l'adhésion effective des autres partenaires au développement présents dans le secteur de la santé en Mauritanie.

4) Le budget indicatif est modifié comme suit:

5.6. Budget indicatif

	Contribution de l'UE (EUR)	Contribution indicative de tiers (EUR)
<p>5.4.1. – Subvention directe au Ministère de la Santé (gestion directe)</p> <p><i>La population a un accès équitable à des services de santé de qualité aux niveaux communautaire, primaire et secondaire</i></p> <p><i>Des médicaments et consommables essentiels de qualité sont disponibles à tous les niveaux selon les normes nationales</i></p> <p><i>Un système de financement pour une couverture sanitaire universelle (CSU) est développé selon la Stratégie nationale de protection sociale</i></p>	<p>13 400 000</p> <p>Répartition indicative de la subvention:</p> <p>Renforcement des capacités des services décentralisés de santé: 2 400 000</p> <p>Fourniture de médicaments: 5 000 000</p> <p>Mise en place d'un CSU: 6 000 000</p>	3 350 000
<p>5.4.2. – Gestion indirecte avec la Coopération technique belge</p> <p><i>Le secteur santé est piloté et géré d'une manière efficace, transparente et décentralisée, et adéquatement régulé</i></p> <p><i>Des ressources humaines en santé motivées et de qualité sont disponibles d'une façon équitable et pérenne</i></p>	<p>8 000 000</p> <p>Répartition indicative:</p> <p>Renforcement des capacités du MS: 3 000 000</p> <p>Appui à l'amélioration du système de gestion des ressources humaines: 5 000 000 (dont 2 000 000 par convention de transfert de l'AFD)</p>	-
5.8 – Évaluation, 5.9 – Audit	300 000	s.o.
5.10 – Communication et visibilité	110 000	s.o.
Provisions pour imprévus	190 000	s.o.
Totaux	22 000 000	3 350 000